

notre économie, les souffrances et les frustrations personnelles pour les personnes en cause.

La solution que je viens de proposer pour remédier au chômage durable et « irréductible » est nouvelle et ne va pas sans risques ni difficultés. Elle exigera une administration prudente ainsi que des mesures de protection contre les abus possibles. Son objectif particulier est d'aider ce groupe d'hommes et de femmes qui ont le plus besoin qu'on leur donne la chance de gagner leur vie et celle de leur famille. Ces gens méritent une chance.

Si le chômage est le principal problème intérieur du Canada à l'heure actuelle, il ne faut pas perdre de vue les autres problèmes qui l'accompagnent. Le plus grave est le déficit continu de nos paiements internationaux. Les déficits budgétaires du gouvernement fédéral suscitent aussi de l'inquiétude.

Avant d'aborder la question de notre balance des paiements, qu'il me soit permis de résumer d'abord nos opérations internationales des dix dernières années.

Au cours de la période, nos importations de marchandises, y compris les biens de production et les biens de consommation, l'ont emporté par 2 milliards de dollars sur nos exportations de marchandises pendant cette période. Au chapitre des voyages, nous avons dépensé 1.4 milliard de plus à l'étranger que les étrangers n'ont dépensé chez nous. Une montée en flèche des importations de capitaux sous forme d'investissements étrangers directs et indirects a entraîné des versements à l'étranger en intérêts et dividendes qui ont excédé de 4.2 milliards nos recettes de même nature. D'autres opérations financières ont encore accru notre déficit de 2.5 milliards de dollars.

Globalement, nos ventes de biens et de services à l'étranger et le revenu provenant de placements à l'étranger ont été inférieurs de 10 milliards à nos achats et paiements.

Les conséquences de ce déficit causent de graves inquiétudes au Canada. Les journaux, les économistes, les hommes d'affaires et le grand public en ont abondamment parlé. On se rend parfaitement compte que si les déficits continuent à ce rythme, nous risquons qu'une partie de plus en plus grande de notre économie ne soit maîtrisée par des étrangers. Si nous laissons ces déficits s'accumuler, nous risquons de perdre l'héritage que nos pères nous ont légué aux prix de tant de labeur.

Une analyse du problème démontre clairement que pour surmonter les obstacles nous devons concentrer notre attention sur nos échanges de marchandises. Tout au cours de notre histoire, nous avons toujours accusé un déficit commercial considérable dans nos échanges avec les États-Unis, tant au chapitre

des marchandises que des éléments invisibles. Ce déficit a été, selon le moment, plus ou moins compensé par l'excédent de nos échanges avec le reste du monde. Depuis deux ans, nous avons eu, pour l'ensemble, de faibles excédents commerciaux.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Gordon: Je ne comprends pas pourquoi nos vis-à-vis se réjouissent de la chose; nos excédents commerciaux auraient dû être bien plus considérables.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Gordon: Il nous faut non seulement maintenir ces excédents, mais les accroître sensiblement par une hausse de nos exportations et le remplacement efficace de certaines importations. Une telle augmentation, non seulement aidera à résoudre le problème de la balance des paiements, mais encore contribuera à résoudre le problème connexe du chômage.

Nous devons maintenant jeter un regard sur les déficits budgétaires du gouvernement fédéral dont la série s'allonge. Neuf des onze premières années de l'après-guerre se sont soldées par des excédents budgétaires, et la dette nette du gouvernement fédéral a été diminuée de 2.4 milliards de dollars. Au cours des dernières années, toutefois, notre revenu ne nous a pas permis de faire face aux dépenses, par suite du ralentissement de la croissance économique et du haut niveau de chômage. Les gros déficits des six dernières années ont fait monter notre dette nette de 2.9 milliards de dollars, presque de 3 milliards.

Monsieur l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'examiner en détail le pour et le contre du financement déficitaire. On peut justifier les déficits du gouvernement en période de crise ou de régression économique, quand les ressources du pays sont sous-exploitées, à conditions toutefois que les dépenses et les recettes soient employées de façon à stimuler l'économie et à fournir plus d'emplois. Malheureusement, les déficits budgétaires des dernières années n'ont pas fait l'objet d'une telle planification. De ce fait, et parce que le gouvernement d'alors semblait incapable de régler nos problèmes financiers et économiques, la confiance en l'économie canadienne en a souffert, aussi bien au Canada qu'à l'étranger.

Depuis les élections, la confiance renaît.

Des voix: Bravo!

D'autres voix: Oh, oh!

M. Grafty: Il le dit sans sourciller.

L'hon. M. Gordon: Mais si nous voulons donner raison à ceux qui se sont repris à espérer et si la confiance doit se maintenir,